

Nouveaux Cahiers du socialisme



La décroissance : un mouvement révolutionnaire ?

Andreu Solé

Number 14, Fall 2015

La décroissance, pour la suite du monde

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/79399ac>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Collectif d'analyse politique

ISSN

1918-4662 (print)

1918-4670 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this article

Solé, A. (2015). La décroissance : un mouvement révolutionnaire ? *Nouveaux Cahiers du socialisme*, (14), 126–136.

La décroissance : un mouvement révolutionnaire ?

ANDREU SOLÉ

Cet article se veut moins la réponse à la question qu'il aborde qu'un essai de mise en perspective – anthropologique – des débats induits par cette interrogation. Que le lecteur et la lectrice sachent que c'est de l'extérieur du mouvement, en tant que chercheur, que son auteur s'intéresse à la décroissance.

Comment aborder les textes qui portent la décroissance ?

La décroissance peut être appréhendée comme un mouvement comprenant quatre composantes : des textes (en particulier ceux jugés fondateurs de ce mouvement), des débats (dans des colloques de chercheurEs ou des réunions publiques), un militantisme (celui des « objecteurs et objectrices de croissance »), des comportements personnels (par exemple, le choix de vivre sobrement en limitant ses besoins¹). L'étude présentée ici concerne uniquement les textes en question.

Quels sont les textes de référence, ceux que l'on retrouve à l'origine de ce mouvement et qui portent celui-ci ? On peut distinguer : les textes fondateurs, d'autres considérés comme des contributions majeures et ceux (extérieurs au mouvement) qui inspirent celui-ci. C'est ainsi que nous avons concentré notre étude sur les écrits de Nicholas Georgescu-Roegen (textes fondateurs), Paul Ariès, Serge Latouche, Pierre Rabhi (contributions majeures), André Gorz, Ivan Illich (textes inspireurs). Compte tenu de notre interrogation (la décroissance est-elle un mouvement révolutionnaire ?), notre *corpus* de textes inclut du coup, pour moitié, des écrits d'auteurs se proclamant « anticapitalistes » : ceux d'Ariès, Gorz et Latouche. Pourquoi ? Notre hypothèse de départ est que c'est plus particulièrement dans leurs publications que l'éventuelle dimension proprement révolutionnaire de la décroissance devrait se manifester. Bien entendu, ces choix sont discutables.

1 C'est la démarche, par exemple, de Pierre Rabhi, écrivain pionnier de l'agriculture biologique.

Une approche anthropologique des sociétés humaines

Les écrits sur la décroissance que nous avons sélectionnés, nous les avons étudiés à la lumière d'une approche anthropologique des sociétés humaines élaborée dans le cadre de nos travaux de recherche.

L'homme est un animal qui vit en société, affirme déjà Aristote². Cette idée est réaffirmée par Darwin ; soulignons au passage que, comme il soutient que l'évolution a doté l'homme d'« instincts sociaux » qui font de lui l'animal le plus empathique et solidaire à l'égard de ses congénères³, il est ridicule d'invoquer sa pensée pour tenter de justifier la mondialisation – c'est-à-dire la mise en concurrence de tous et toutes sur cette planète, la stimulation de l'égoïsme de chacun. Les cas d'enfants sauvages révèlent que nous ne naissons pas humains, hommes ou femmes, que nous devenons des êtres humains en vivant avec d'autres humains – c'est-à-dire dans une société humaine⁴. Poser que l'humain est un animal social, c'est rejeter la distinction individu/société qui continue d'imprégner les sciences humaines.

Il s'agit de distinguer et d'articuler deux plans : d'une part, le fait de vivre en société, lequel est d'ordre biologique (nous sommes des animaux biologiquement constitués pour vivre en société) ; d'autre part, la manière de vivre des humains dans une société donnée, laquelle ne doit rien (ou si peu) à la biologie. L'on est tenté de dire que le premier plan est celui de la nature, du déterminisme biologique ; le second, celui de la culture, de la contingence. C'est sur la fascinante diversité des sociétés – des mondes⁵ – inventées par les humains, que nos recherches ont porté.

Qu'est-ce qui tient des humains ensemble, de sorte qu'il y a telle ou telle société ? Nous avançons trois arguments. Le premier repose sur un constat élémentaire : les membres d'une société sont liés par les pratiques, rituels, croyances, connaissances, critères de jugement, interdictions, obligations, etc., qu'ils partagent. Ce sont des *conventions* : ces pratiques, interdictions, valeurs sont totalement arbitraires, mais il est impératif de les faire siennes pour appartenir pleinement à la société que l'on habite. Second argument, ces conventions expriment une conception du temps, de l'espace, de la nature, des relations entre les humains, de la mort, de la vérité, du juste, du beau, etc. – c'est-à-dire *une conception de l'homme*. Posant que toute société humaine se fonde donc sur une conception de l'homme, ce point de vue peut être qualifié d'anthropologique. Troisième argument, une conception de l'homme définit une manière de vivre en société – laquelle est, pour les membres de la société

2 La célèbre expression d'Aristote *zoon politikon* est habituellement traduite par « animal politique ». Des spécialistes de son œuvre expliquent qu'elle signifie « animal qui vit en société ».

3 Charles Darwin, *La filiation de l'homme et la sélection liée au sexe*, Paris, Syllepse, 1999 [1871].

4 Lucien Malson, *Les enfants sauvages*, Paris, Union générale d'éditions, 1964.

5 Nous employons le mot monde en lieu et place des termes société, civilisation, culture.

considérée, la « bonne » manière de vivre ensemble (« bonne » signifiant normale, juste, nécessaire, désirable, naturelle). Une société peut-elle tenir si ses habitants jugent que leur manière de vivre est absurde, incohérente, détestable ? Bonne manière de vivre renvoyant à bonheur, nous faisons du *bonheur* – défini comme la bonne manière de vivre ensemble – le lien social fondamental propre à l’animal-homme. Et, nous appelons *révolution* un changement de société (violent ou pacifique, jugé positif ou négatif) provoqué par l’invention d’une nouvelle conception de l’homme et du bonheur.

Notre thèse centrale est que la principale singularité de l’animal-homme est son extraordinaire « capacité créatrice de monde » – qu’il doit au développement de son imagination et à la parole⁶.

Condamnation de notre manière de vivre et mise en avant de la question du bonheur

Les textes que nous avons étudiés critiquent tous, avec force, le mode de vie actuel – celui qui règne dans la société dite moderne, développée, capitaliste, démocratique.

Ces écrits soulignent l’insurmontable contradiction entre croissance économique illimitée et ressources naturelles limitées. Ils font ressortir l’irrationalité d’une « rationalité économique » qui génère la création permanente de besoins. Ils dénoncent : l’asservissement des esprits par la notion d’économie, les mirages de la société de consommation, une publicité envahissante et abrutissante, les dégâts humains de la mondialisation, la tyrannie de la finance, les catastrophes humaines provoquées par le réchauffement climatique, la destruction des relations humaines et de la nature par le système économique capitaliste, les effets pervers du développement durable, l’intolérable montée de la misère et des inégalités, la subordination persistante du féminin au masculin, un système politique fondé sur une « farce électorale », la domination de notre monde sur le reste de l’humanité, la croyance dans le progrès.

À ces critiques radicales sont associées des propositions de rupture : arrêter la mondialisation en « relocalisant » l’activité économique, limiter la population mondiale afin de bénéficier tous d’une agriculture « organique », interdire la mode, etc. L’on appelle de ses vœux une société caractérisée, notamment par : un imaginaire humain libéré de l’idée d’économie, « moins de biens, plus de liens », une « vie simple, mais digne », etc.

Pour les différents auteurs étudiés, notre manière de vivre est insensée, désastreuse, anthropophage, sans avenir. Pierre Rabhi, par exemple, explique que « les limites qu’impose – par sa constitution même – la planète Terre rendent irréaliste et absurde le principe de croissance économique infinie »⁷. La question

6 Nous présenterons cette approche anthropologique des sociétés humaines dans un livre, en cours de rédaction, qui sera publié en 2016.

7 Pierre Rabhi, *Vers la sobriété heureuse*, Paris, Actes Sud, 2010, p. 9.

du bonheur est clairement posée par certains auteurs, Latouche notamment : « Disons-le carrément : il faut réduire notre croissance économique, pour y substituer la notion d'une autre culture, du bonheur, du bien-être »⁸. Un mouvement qui condamne, avec autant de vigueur, le mode de vie existant et pose la question du bonheur est-il, pour autant, révolutionnaire ?

Une nouvelle conception de l'humain et du bonheur ?

Notre approche théorique (en particulier, le contenu que nous donnons au mot révolution) appelle la question suivante : les textes de référence étudiés contiennent-ils une conception de l'humain et du bonheur qui, s'opposant à celle propre à la société existante, ouvre la perspective d'une nouvelle société ?

Pour tenter de répondre à cette question, nous avons eu recours à une démarche d'étude des sociétés humaines fondée sur l'approche anthropologique présentée antérieurement. Cette démarche se focalise sur six dimensions de la conception de l'homme (et du bonheur donc) qui caractérise une société : la conception du temps, de la nature, des relations humaines, de la « réalité fondamentale », de l'« activité fondamentale » et de l'« organisation fondamentale »⁹.

Qu'en est-il des trois premières dimensions ? La conception du temps ? Pour la société moderne, le temps est une flèche orientée – positivement – vers l'avenir ; les auteurs des textes étudiés rejettent la notion de progrès que cette vision du temps suppose. La conception de la nature ? La société existante dissocie humain et nature, pour les humains modernes la nature est une ressource illimitée à leur disposition, leur volonté est de la maîtriser pour satisfaire leurs besoins ; aux antipodes de cette attitude, les auteurs des textes étudiés prônent la recherche d'une relation harmonieuse entre l'humain et la nature. La conception des relations humaines ? Les humains modernes désirent vivre comme des individus, pour eux et elles, la « démocratie » est le système politique le plus enviable, car le plus favorable à l'individu ; insistant sur l'impératif d'entraide et de solidarité, pour les auteurs des textes étudiés, la décroissance s'oppose à l'égoïsme de l'individu et certains rejettent la soi-disant démocratie actuelle – qu'ils tiennent pour une « farce électorale ».

Le fait que – sur les trois dimensions considérées – la vision de l'humain et du bonheur défendue par les différents auteurs des textes étudiés s'oppose, clairement, à celle qui soutient la société existante, suffit-il à répondre que, oui, la décroissance est un mouvement révolutionnaire ?

Refus de l'économie, mais perpétuation du travail salarié

Que fait ressortir la lecture des textes relativement aux quatrième et cinquième dimensions : la « réalité fondamentale » et l'« activité fondamentale » ?

8 Serge Latouche, *Le pari de la décroissance*, Paris, Librairie Arthème Fayard, 2006, p. 22.

9 Les dimensions que nous nommons « réalité fondamentale », « activité fondamentale » et « organisation fondamentale » sont des propositions conceptuelles personnelles concernant l'étude des sociétés humaines.

La « réalité fondamentale » inventée par les Aborigènes d'Australie, sur laquelle leur vision de la société tient, est, par exemple, le « Temps du Rêve » – l'époque où des êtres surnaturels, les « Êtres du Rêve », « rêvèrent » (créèrent) tout ce qui existe et transmirent aux hommes la Loi – c'est-à-dire les conventions nécessaires à la bonne manière de vivre ensemble. Quelle est la « réalité fondamentale » inhérente à notre société ? Un ensemble de conventions que nous appelons « réalité économique ». Que sont les dettes des pays dont il est tant question ces temps-ci, sinon une convention que tous les gouvernements s'acharnent à présenter comme une réalité qui s'impose à tous et à toutes ? Ne s'emploient-ils pas à nous convaincre qu'il faut être irréalistes, fous, pour ne pas vouloir les rembourser ? Les conventions qui constituent « la réalité économique » procèdent d'une vision de l'humain qui stipule que celui-ci est confronté au problème de la rareté des ressources ; cela, d'autant plus que – comme être de besoins – c'est dans sa nature de se créer, constamment, de nouveaux besoins et de chercher à les satisfaire.

Concernant la « réalité économique », l'on constate une différence majeure parmi les textes étudiés. Les auteurs anticapitalistes rejettent avec force la croyance que cette soi-disant réalité s'impose aux humains. L'économie est une idéologie, une création de l'imagination, explique Latouche ; pour nous libérer du « totalitarisme économique » ambiant, de l'« économicisation du monde », nous devons « décoloniser notre imaginaire », insiste-t-il¹⁰. Pour Ariès également, la décroissance suppose cette démarche de « décolonisation des esprits ». Ces auteurs pointent-ils une « réalité fondamentale » différente, sur laquelle bâtir une nouvelle société ? Oui, semble-t-il : pour eux, cette nouvelle « réalité fondamentale » mettra l'accent, au contraire de l'économie, sur l'entraide et la solidarité entre les humains – d'où, notamment, le slogan « moins de biens plus de liens ». Comme tous les auteurs qui prônent la décroissance, Ariès refuse la vision de l'homme comme être de besoins, rejette la définition du bonheur (associée à l'idée d'économie) comme satisfaction de tous ses besoins : « La décroissance ne signifie pas [...] une régression du bien-être. La plupart des sages considèrent que le bonheur se réalisait dans la satisfaction d'un nombre judicieusement limité de besoins »¹¹.

La relation entre « réalité fondamentale » et « activité fondamentale », on le sait, est forte. Quelle est l'« activité fondamentale » propre à la société des Aborigènes ? L'ensemble des activités (chants, danses, dessins, etc.) consiste à honorer et remercier les « Êtres du Rêve », à perpétuer d'une certaine manière leurs actes créateurs. Quelle est l'« activité fondamentale » spécifique à notre société ? Le travail, plus précisément le travail salarié. Peuplée essentiellement de salariéEs, notre société ne tient-elle pas, pour beaucoup, sur la relation travail-bonheur ? Au sein de ce monde, le réflexe n'est-il pas de juger normal,

10 Serge Latouche, *L'invention de l'économie*, Paris, Albin Michel, 2005.

11 Paul Ariès, *Survivre au développement*, Paris, Mille et une nuits, 2004, p. 94.

nécessaire, voire naturel (lorsqu'on a l'âge de travailler) de se lever le matin pour aller travailler ou pour chercher du travail ?

Sur cette dimension également, les auteurs anticapitalistes se distinguent. Ils critiquent fortement le salariat. Pour Ariès et Latouche, il faut réduire considérablement la durée de travail. Mais, ils n'appellent pas à l'abolition du salariat, pourtant une composante essentielle du capitalisme (y compris de leur point de vue). Ils reprennent à leur compte l'analyse de Gorz, laquelle peut être résumée (avec ses mots à lui) ainsi : « une nouvelle utopie est aujourd'hui nécessaire, celle du temps libéré » ; grâce à l'instauration d'un « revenu garanti » pour tous et toutes, on limite le « temps de travail contraint » (le travail salarié que nous connaissons) afin d'augmenter « le temps libre nécessaire au libre épanouissement des individus »¹².

Si l'on peut estimer que le refus de la « réalité économique » concourt, indéniablement, à ouvrir la perspective d'une nouvelle conception de l'humain et du bonheur et donc d'une nouvelle société, le maintien du travail salarié (même limité en durée) ne contribue-t-il pas à perpétuer une dimension fondamentale de la vie de la plupart des habitants et des habitantes de la société existante ?

Une confusion majeure

Nous en arrivons à la sixième et dernière dimension sur laquelle notre démarche se concentre : la conception de l'« organisation fondamentale ».

Nous proposons de penser toute société comme une organisation composée d'organisations – des familles, des villages, des clans, des villes, une caste sacerdotale, une armée, un gouvernement, une administration, des écoles, des entreprises, des « communautés religieuses », etc. – et d'appréhender toute organisation comme un ensemble singulier de relations entre humains¹³. Dans une société, l'une des organisations qui la composent a un rôle et un statut prépondérants : cette organisation, nous la qualifions de fondamentale. Nous parlons également de « force organisatrice ». Quelle est la force organisatrice de la société médiévale européenne ? L'Église catholique, d'où l'expression « Église-monde » que nous avons forgée afin de souligner qu'il s'agit d'un monde organisé, essentiellement, par et pour l'Église.

Quelle est l'organisation fondamentale de la société existante, la force organisatrice de notre monde ? La réponse des auteurs anticapitalistes (Ariès, Gorz, Latouche) figure dans le mot qu'ils collent sur ce monde : capitalisme. Associant capitalisme à économie de marché, pour eux la force organisatrice est le marché. De notre point de vue, c'est confondre marché et entreprise.

Créée par le vocabulaire, les raisonnements et les images des économistes, cette confusion est reprise par les dirigeantes, les dirigeants et les cadres des

12 André Gorz, *Métamorphoses du travail. Quête du sens*, Paris, Galilée, 1988, p. 130.

13 Cette approche organisationnelle des sociétés est différente de celle défendue par Ivan Illich qui repose sur le concept d'« institution ».

entreprises, les journalistes, les enseignantes et les enseignants dans les formations au management, mais également par la plupart des sociologues¹⁴. Par exemple, quand les uns et les autres parlent du « marché automobile chinois » ou de la « progression de Boeing de 12 % sur le marché européen », que désigne le mot marché ? Le nombre de clients et de clientes ou le chiffre d'affaires (constaté ou potentiel) d'entreprises ?

Une lecture attentive permet de remarquer que – lorsqu'ils utilisent les mots capitalisme et marché – les auteurs anticapitalistes parlent, presque toujours, des entreprises en fait. Par exemple, Ariès dénonce le « tout marché » qu'est devenue, selon lui, cette société en insistant notamment sur la « course au profit » : cette course n'est-elle pas inhérente et spécifique à l'entreprise ? Alors qu'il tient la société existante, également, pour une « société de marché », Latouche écrit : « Le mot d'ordre de décroissance a ainsi surtout pour objet de marquer fortement l'abandon de l'objectif de la croissance pour la croissance, objectif dont le moteur n'est autre que la recherche de profit par les détenteurs du capital et dont les conséquences sont désastreuses pour l'environnement »¹⁵. Les expressions « recherche de profit » et « détenteurs du capital » ne renvoient-elles pas à l'entreprise ?

Le fait est que les auteurs anticapitalistes étudiés entretiennent la confusion marché-entreprise.

Le point aveugle du mouvement de la décroissance

Afin de sortir de cette confusion (dont les implications, pour le mouvement de la décroissance, nous paraissent essentielles), nous proposons de revenir au sens initial du mot marché et d'adopter une perspective historique – ces deux choix étant complémentaires.

Au XI^e siècle, l'Europe se couvre de marchés, notent des médiévistes. Ils appellent marché un lieu – la « place du marché », notamment – dans lequel s'échangent des marchandises. Qu'est-ce qu'un marché ? Encore observable de nos jours, « sur un marché » dans un pays dit « pauvre »¹⁶, cette organisation présente, entre autres, les caractéristiques suivantes : la zone géographique couverte par les échanges est restreinte ; les quantités échangées sont réduites ; les échanges se font grâce à une monnaie ; les prix de vente sont « libres » ; les relations entre acheteurs et vendeurs, parmi les acheteurs et au sein des vendeurs, sont directes (face à face) et équilibrées (aucun acheteur ne domine les autres acheteurs, ni aucun vendeur les autres vendeurs). Le marché est un

14 L'histoire de cette confusion – en marche déjà dans la *Richesse des nations* (1776) d'Adam Smith – et de sa diffusion dans la société reste à écrire.

15 Latouche, *Le pari de la décroissance*, op. cit., p. 17.

16 Dans notre société actuelle, les marchés – qui se tiennent sur les places de marché des villages ou sous une halle dans les villes – correspondent moins à ce que nous appelons marché.

type de relations entre humains qui n'est ni spontané ni naturel (inhérent à une supposée nature humaine). C'est une invention dans l'histoire humaine¹⁷.

Aux alentours du XIII^e siècle, l'Europe connaît un autre changement majeur remarquent des médiévistes : l'émergence du capitalisme – mot par lequel ils désignent un système économique et social à base d'entreprises. Dès le XV^e siècle, de grandes entreprises internationales apparaissent sur ce continent, note notamment Fernand Braudel. Le capitalisme ce n'est pas le marché, c'est l'entreprise – la grande entreprise surtout, explique l'historien. Pour lui, capitalisme implique : aire multinationale d'échanges, monopole de droit ou de fait, calculs et spéculations, rapports de force, manipulation des prix¹⁸.

Quelle est la force organisatrice de notre monde ? Considérons nos vêtements et parures (pantalons, chemises, jupes, bijoux, etc.), notre nourriture (la viande que nous mangeons, le vin que nous dégustons), nos habitations (les maisons et appartements, les bâtiments dans lesquels nous travaillons), nos moyens de transport (voiture, autobus, tramway, train, avion, bateau), nos ordinateurs, nos téléphones portables, les films qui nous font rêver ou pleurer, nos voyages de vacances. Qui invente, fabrique et diffuse ces biens et services – ces marchandises ? Des entreprises, pour l'essentiel. En témoigne le développement des « services à la personne » notamment, les entreprises prennent en charge toujours plus d'activités et de relations dans cette société. Par ailleurs, que signifie l'insistance des politiciens et des politiciennes à lier le sort du pays à la compétitivité, la profitabilité, des entreprises ? Que signifie l'image, tant de fois vue à la télévision, de présidents et de premiers ministres emmenant avec eux et elles des patrons d'entreprise lors de leurs déplacements à l'étranger ? Le temps personnel de la plupart d'entre nous n'est-il pas largement soumis à celui de l'entreprise ? Crainte d'un licenciement collectif, humiliations subies de la part de son supérieur, espoir d'obtenir un emploi, satisfaction d'être promu : les préoccupations, peurs, espoirs, rêves de beaucoup d'entre nous ne sont-ils pas imprégnés, dans une large mesure, par les entreprises ? Et l'entreprise est devenue le modèle d'organisation de toutes les activités humaines : les hôpitaux publics, les mairies, les universités, les associations caritatives doivent s'organiser comme des entreprises, utiliser les méthodes de celles-ci (contrôle de gestion, marketing, etc.), instaurer les pratiques et utiliser la rhétorique de celles-ci (*management*, *manager*, performance, « management par les valeurs », etc.). Au cours de ces trente dernières années, nous avons vu l'entreprise s'étendre sur une bonne partie de la planète : le mur de Berlin tomba, Coca Cola arriva à Moscou ; en inventant le « capitalisme rouge », les dirigeants du Parti communiste chinois firent basculer leur pays dans l'« économie d'entreprise ». L'entreprise est une organisation totalitaire.

17 Nous n'abordons pas ici les débats concernant les origines historiques du marché.

18 Fernand Braudel, *Civilisation matérielle, économie et capitalisme, XV^e-XVIII^e siècle*, 3 tomes, Paris, Armand Colin, 1979.

Des hommes l'inventèrent pour produire et échanger les marchandises (biens, services) nécessaires à leur mode de vie¹⁹. Une entreprise, c'est de l'argent (appelé capital ou investissement) chargé de produire plus d'argent ; le surplus recherché est le profit (on parle de « création de valeur », aujourd'hui). L'entreprise, c'est la propriété privée des moyens de production et d'échange, ses propriétaires sont les détenteurs de son capital. L'entreprise, c'est du travail salarié : ce sont des salariéEs qui conçoivent, produisent et vendent les marchandises en question. Une entreprise est, elle-même, une marchandise : par exemple, une clinique privée est achetable et vendable ; si ce n'est pas le cas d'un hôpital public, c'est parce qu'il n'est pas une propriété privée, une marchandise donc. Nous avons affaire à une dynamique de « destruction créatrice », souligne Joseph Schumpeter²⁰ : mouvement permanent d'innovation, les entreprises créent de nouveaux biens et services et en suppriment d'autres. Pensons à nos ordinateurs et téléphones portables : l'entreprise est un processus permanent de création de besoins.

Ce tableau peut être développé et affiné, le risque étant d'oublier que (comme toute organisation humaine) l'entreprise est d'abord un système de relations entre des humains. D'où l'importance des travaux de Ronald Coase (prix « Nobel » d'économie 1981). Dans son article de 1937, intitulé « La nature de la firme »²¹, il insiste sur la nécessité de distinguer marché et entreprise. L'économie moderne peut être organisée en marchés ou entreprises, ces deux organisations sont concurrentes explique-t-il. Lire cet économiste aide à comprendre que nous vivons dans une économie, non pas de marché, mais d'entreprise. Quelle est la principale différence entre ces deux organisations ? L'entreprise implique une hiérarchie – une relation maître/serviteur (*master/servant*), le maître étant le propriétaire de l'entreprise, le serviteur le salarié. Cette hiérarchie est absente du marché, note Coase.

Résumons. La force organisatrice de notre monde n'est pas le marché, c'est l'entreprise. Comment nous dégager de la confusion marché-entreprise et éviter l'ambiguïté du mot capitalisme (utilisé pour désigner, le plus souvent, une économie de marché, mais, parfois, un système économique à base d'entreprises) ? Nous proposons d'appeler ce monde l'« entreprise-monde » afin de mettre l'accent sur le fait qu'il est essentiellement organisé par et pour les

19 L'entreprise est une invention plus ancienne que ce que l'on croit généralement : nos recherches ont débouché sur l'hypothèse que cette organisation émerge, en Europe, entre le XI^e et le XIII^e siècle.

20 Comme l'historien Fernand Braudel, l'économiste Joseph Schumpeter associe capitalisme à entreprise : voir Joseph Schumpeter, *Capitalisme, socialisme et démocratie*, Paris, Payot, 1951.

21 Ronald Coase, *L'entreprise, le marché et le droit*, Paris, Éditions d'Organisation, 2005.

entreprises. Qu'est-ce que la « mondialisation » ? L'« entreprisation du monde », une manière de dire que l'entreprise s'empare de l'humanité²².

Selon notre approche, le constat le plus marquant qui se dégage de l'analyse des textes des auteurs anticapitalistes étudiés est une absence – celle de l'entreprise. L'organisation qui tient ce monde est leur point aveugle. Mais, ils ne sont pas les seuls à ne pas la « voir ». Dans les textes d'Ivan Illich, on trouve des commentaires critiques à l'égard de « l'organisation capitaliste de l'économie », mais pas le mot « entreprise » ; il étudie la crise de l'Église catholique en cours, mais ne « voit » pas l'entreprise²³. Georgescu-Roegen se rend-il compte que – l'entreprise étant un processus de création de besoins – sa proposition de supprimer la mode²⁴ remet en cause l'existence même de cette organisation ? Non, car lui, non plus, ne « voit » pas l'entreprise.

La décroissance est-elle compatible avec l'entreprise ?

Dans tous les textes étudiés, décroissance veut dire arrêt du processus de création sans fin de besoins ; l'entreprise est une formidable « machine » à créer des besoins. La décroissance implique l'« a-croissance » ; l'entreprise est une organisation qui suppose une croissance économique continue (tous les gouvernements actuels des pays soi-disant modernes et développés n'expliquent-ils pas que la seule solution pour sortir de l'actuelle « crise » est la croissance et que l'unique manière de favoriser celle-ci est d'aider les entreprises à être davantage « compétitives » ?). Pour les auteurs anticapitalistes notamment, décroissance implique une « vraie démocratie » ; l'entreprise est une organisation antidémocratique : le droit du travail stipule que les salariéEs sont soumis à un « devoir de subordination » à l'égard de la hiérarchie – qu'ils ne sont pas des citoyens et des citoyennes, par conséquent. Pour tous les auteurs de référence, décroissance veut dire refus de la société de consommation ; n'est-ce pas l'entreprise qui secrète cette société, qui la répand sur la planète ? Pour les auteurs anticapitalistes, la décroissance doit être la libération de l'imaginaire humain de la notion d'économie ; l'entreprise n'est-elle pas le support essentiel de la « réalité économique » ? Ces mêmes auteurs insistent sur la nécessité de privilégier la notion de « commun » ; l'entreprise n'est-elle pas, au contraire, une propriété privée ? À la décroissance, les textes de référence associent, encore, le mot convivialité (emprunté à Illich) ; l'entreprise n'est-elle pas une « servitude volontaire » pour les salariéEs ?

22 Andreu Solé, « L'entreprisation du monde », dans Jacques Chaize et Félix Torres (dir.), *Repenser l'entreprise*, Paris, Editions le Cherche midi, 2008 ; Andreu Solé, « Prolégomènes à une histoire des peurs humaines », dans Jérôme Meric, Yvon Pesqueux et Andreu Solé (dir.), *La « société du risque » : analyse et critique*, Paris, Economica, 2009.

23 Ivan Illich, *Cœuvres complètes volume 1*, Paris, Arthème Fayard, 2004.

24 Nicholas Georgescu-Roegen, *La décroissance*, Paris, Editions Ellébore -Sang de la terre, 2006.

Décroissance et entreprise s'avèrent totalement incompatibles, mais les auteurs des textes étudiés ne peuvent pas s'en rendre compte. Et pour cause : ils ne « voient » pas l'entreprise.

Un mouvement trop prisonnier du monde existant

Notre étude infirme l'hypothèse selon laquelle les auteurs anticapitalistes défendent, au sein du mouvement de la décroissance, un point de vue révolutionnaire. Et, finalement, notre réponse à la question générale « La décroissance est-elle un mouvement révolutionnaire ? » est négative. Pourquoi ? Parce qu'il y a incompatibilité entre décroissance et entreprise. D'après notre approche, ce mouvement serait révolutionnaire – il ouvrirait la perspective d'une nouvelle société – s'il portait une conception de l'humain et du bonheur qui invitait à se libérer, avec autant de détermination, de l'entreprise et du salariat que de l'économie. Vouloir, aujourd'hui, se libérer de l'économie sans « voir » l'entreprise et par conséquent la relation économie-entreprise, c'est comme si au Moyen Âge on avait voulu se libérer de la religion sans « voir » l'Église et donc la relation religion-Église.

Peut-on se libérer de ce que l'on ne « voit » pas ? Étant donné le *corpus* limité de textes que nous avons explorés, notre étude ne permet pas de conclure que l'entreprise est un point aveugle pour toutes et tous les penseurs, chercheurs et militants qui en appellent à la décroissance. Par exemple, Yves-Marie Abraham – professeur à HEC Montréal, chercheur-militant « décroissanciste » engagé dans une démarche anticapitaliste – « voit » bien l'entreprise, lui ; et, dans ses publications, il pose clairement le problème que constitue cette organisation : « Devenue l'organisation dominante dans nos sociétés, l'entreprise constitue dans son principe même une menace pour la dignité de la personne, dans la mesure où elle est fondée sur l'instrumentalisation des êtres humains »²⁵. Pour Abraham, à la différence des auteurs anticapitalistes étudiés (Ariès, Latouche, Gorz), la condition de la société de la décroissance est l'abolition de l'entreprise et, au-delà, du salariat.

Quelle pourrait être l'organisation fondamentale, la force organisatrice, d'une société de décroissance ? Nous nous limiterons à pointer un paradoxe. Condamnant le capitalisme et associant capitalisme à marché, les auteurs anticapitalistes rejettent avec force le marché. La « relocalisation » des activités de production et d'échange qu'ils prônent n'appelle-t-elle pas, pourtant, une organisation qui s'apparente, dans une large mesure, au marché *stricto sensu* ?

Constater que la décroissance n'est pas, à l'heure actuelle, un mouvement révolutionnaire, ce n'est pas exclure qu'elle le devienne. Faut-il rappeler que l'histoire humaine est toujours ouverte ?

²⁵ Yves-Marie Abraham, « Réviser les droits de l'homme pour protéger l'humanité », *Ethique publique*, vol. 16, n° 2, 2014.